



DIRECTION GENERALE  
DIRECTION DES ACHATS

**Marché à procédure adaptée  
n°2025/1073/EdA-DA  
Cahier des Clauses Particulières  
(CCP)**

Mise à disposition et maintenance de machines à café à dosettes professionnelles  
avec fourniture de consommables associés

*Cadre réservé à l'EdA*

*Vu, le code de la commande publique.*

*Vu le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fourniture Courantes et Services (CCAG/FCS).*

**Annexe 1 : Conditions financières**

**Annexe 2 : Conditions logistiques**

**Annexe 3 : Valeur technique de l'offre**

**Annexe 4 : Fiche d'identité fournisseur**

**Annexe 5 : Sécurité sanitaire et sûreté des aliments**

**Annexe 6 : Mise à disposition des machines**

**Annexe 7 : Liste des autorités**

**Annexe 8 : Lettre d'engagement food defense**

**Annexe 9 : Contact EdA**

**Annexe 10 : Engagement déontologie**

**Annexe 11 : Absence de conflit d'intérêt**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1 – OBJET, NATURE ET DURÉE DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE .....	4
ARTICLE 2 – FORME NATURE ET RÉVISION DES PRIX .....	4
ARTICLE 3 – MODIFICATION DU CONTRAT .....	5
ARTICLE 4 – MODALITES D’INSTALLATION DES MACHINES.....	5
4.1. MAINTENANCE – DEPANNAGE – REMPLACEMENT .....	5
ARTICLE 5 – COMMANDES .....	6
5.1. DATE D'EFFET DES PREMIERES COMMANDES .....	6
5.2. PROCESSUS DE COMMANDE .....	7
5.2.1. <i>BONS DE COMMANDE EMIS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR</i> .....	7
5.2.2. <i>AJUSTEMENT ET CONFIRMATION DE COMMANDE</i> .....	7
ARTICLE 6 - LIVRAISON .....	7
6.1. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION .....	8
6.2. CONTROLE A RECEPTION .....	8
6.2.1. <i>PREMIERS CONTROLES</i> .....	8
6.2.2. <i>ASPECT EXTERIEUR DES SUPPORTS</i> .....	8
6.2.3. <i>NOMBRE DE SUPPORTS</i> .....	9
6.2.4. <i>SECONDS CONTROLES APRES LE DEPART DU TITULAIRE (CHAUFFEUR/LIVREUR)</i> .....	9
6.2.5. <i>RESPONSABILITE DU TITULAIRE</i> .....	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS FINANCIERES .....	9
7.1. FACTURATION .....	9
7.1.1. <i>DESCRIPTIF DES FACTURES</i> .....	10
7.1.2. <i>MODALITES DE REGLEMENT</i> .....	10
7.1.3. <i>AVANCES/ACOMPTES</i> .....	11
7.2. NANTISSEMENT .....	11
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS – LITIGES - RÉSILIATION .....	11
8.1. PENALITES .....	13
8.2. LITIGES .....	13
8.3. RESILIATION .....	13
8.4. CONFIDENTIALITE.....	13
 Partie II – CLAUSES TECHNIQUES	
ARTICLE 1 – CONFORMITÉ AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN VIGUEUR .....	15
ARTICLE 2 – AGRÉMENTS SANITAIRES.....	15

ARTICLE 3 – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES ARTICLES DEMANDÉS .....	15
3.1. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRODUITS DEMANDES .....	16
3.2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES MACHINES DEMANDES .....	16
3.3. FICHES TECHNIQUES .....	17
ARTICLE 4 – CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE .....	18
ARTICLE 5 – ÉTIQUETAGE .....	18
5.1. COLIS .....	19
5.2. PALETTE.....	19
ARTICLE 6 – PALETTISATION ET TRANSPORT .....	20
6.1. PALETTISATION.....	21
6.2. CONDITIONS DE TRANSPORT .....	21
ARTICLE 7 – PLAN DE MAÎTRISE SANITAIRE ET AUTOCONTRÔLES ANALYTIQUES .....	21
ARTICLE 8 – ÉVALUATION DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE SÛRETÉ ALIMENTAIRE.....	22
ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE CONTRE LES RISQUES D’ACTIONS MALVEILLANTES, CRIMINELLES OU TERRORISTES .....	23
ARTICLE 10 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES SANITAIRES .....	24

## **PRÉAMBULE**

L'accord-cadre à bons de commande établi selon les dispositions du *code de la commande publique* (CCP) a pour objet la mise à disposition et maintenance de machines à café à dosettes professionnelles avec fourniture de consommables associés, au profit des formations militaires stationnées en France métropolitaine.

La fourniture comprend la mise à disposition et la maintenance, l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison, la facturation et la gestion des litiges.

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée (MAPA) par référence à l'article R.2123-1 du CCP.

## **PARTIE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 1 – OBJET, NATURE ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la mise à disposition et maintenance de machines à café à dosettes professionnelles avec fourniture de consommables associés, au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole » (VM).

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC).

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif VM sont localisées en France métropolitaine.

La prestation comprend :

- La livraison à chaque client des machines à café ainsi que leur installation ;
- La fourniture des consommables ;
- La maintenance des distributeurs.

Pour fournir une solution adaptée, le titulaire doit tenir compte lors de la rédaction de son offre des éléments suivants :

- la quantité requise en fonction des effectifs présents dans les diverses unités ;
- les exigences liées au fonctionnement du service ;
- la qualité des produits caféinés proposés ;
- les équipements techniques disponibles sur les sites (raccordements hydrauliques, alimentation électrique triphasée...).

Avant le démarrage du marché, le titulaire s'entend avec chaque formation cliente sur une offre satisfaisante concernant le matériel à mettre en place.

Le nombre de machines mises en place dans chaque point de délivrance doit répondre exactement aux besoins de la formation cliente.

Le volume des consommables doit permettre d'assurer un retour sur investissement ainsi que la maintenance des machines dans un rapport de prix au volume de boissons distribuées compatible avec les ressources allouées par l'organisme de restauration.

En d'autres termes, le nombre de machines ne doit pas être sous-estimé ni surestimé par la formation cliente.

En cas de difficulté sur la manière de trouver cet arbitrage, la question est posée au pouvoir adjudicateur (EdA) qui s'entend avec le service du commissariat des armées pour arbitrer.

La date du début d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande est estimée au **4 janvier 2026**.

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période de douze (12) mois

Cette date constitue la date d'anniversaire.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible quatre (4) fois pour une période de six (6) mois à l'issue de la première période d'exécution.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé sans minimum financier et avec un maximum financier en valeur de 216 000 € HT.

## **ARTICLE 2 – FORME NATURE ET RÉVISION DES PRIX**

Les prix sont fixés dans le « Tableau de présentation des offres », objet de l'annexe 1 (offre Franco) du présent document, et sont fermes sur la première période d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Durant l'exécution, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- le coût de la maintenance, préventive et curative, associé à l'entretien et au fonctionnement des machines, ainsi que la main d'œuvre associée ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage ;
- la livraison sur la plateforme du pouvoir adjudicateur pour l'offre « FRANCO ».

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants. Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est **décembre 2025**.

**Les prix sont révisables semestriellement durant toute la durée du présent contrat.**

L'ajustement des prix se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence.

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les copies de courriers des fournisseurs notifiant la variation tarifaire à venir ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, de presse nationale ou internationale, etc.

**L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.**

En cas d'augmentation de plus de 10% des prix (coût total de l'accord-cadre à bons de commande) par période de révision tarifaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

### **ARTICLE 3 – MODIFICATION DU CONTRAT**

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

#### **3.1. MODIFICATIONS EVENTUELLES DES REFERENTIELS PRODUITS OU FOURNISSEUR**

Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement, etc.) ou concernant le fournisseur doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 15 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique ou voie postale.

En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 10 jours calendaires avant le changement. Toute modification des fiches techniques doit également être transmise 15 jours calendaires avant le changement.

Le non-respect de ces délais entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire (*cf article 3.1 du présent CCP*). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

### **ARTICLE 4 – MODALITES D'INSTALLATION DES MACHINES**

Dès la notification de l'accord-cadre à bons de commande, les clients par l'intermédiaire des commerciaux EdA et du chef de produit de l'EdA contactent le titulaire pour organiser la mise en place des machines de distribution.

Avec la liste de clients figurant en annexe 7, le titulaire est également autorisé à contacter directement le client.

Le titulaire doit impérativement effectuer une visite sur site au préalable.

La livraison des machines doit intervenir :

- pour le démarrage : au cours du mois de janvier 2026  
⇒ Une dérogation et une prolongation du délai sont accordées aux navires militaires qui, en raison de leurs spécificités opérationnelles, nécessitent un ajustement des échéances devant être planifié en concertation avec le client.

En cas de retard d'installation, des pénalités sont applicables (art 8.1 du CCP).

- pour les nouveaux clients : Dans un délai n'excédant pas deux (2) mois après la notification et/ou validation préalable en concertation avec le client.

Le titulaire assume l'entière responsabilité de l'installation du matériel et de son raccordement aux infrastructures existantes.

Le titulaire est tenu d'attribuer un numéro à chaque machine, de les inventorier et de consigner les données correspondantes dans un registre, dont une copie sera transmise à l'EdA :

- Code et nom du client ;
- Numéro de série ;
- Caractéristiques de la machine (modèle, puissance électrique, ...) ;
- Date d'installation ;
- Entretien réalisés sur la machine.

En cas de commandes supplémentaires en cours d'accord-cadre à bons de commande, le délai de livraison des machines est fixé d'un commun accord entre le client et le titulaire.

Un contrat de mise à disposition des machines est signé entre le titulaire et la formation cliente (cf. annexe 6 du présent document).

Une copie est adressée par le titulaire à l'EdA à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Economat des armées  
Direction France Distribution  
(à l'attention du département France distribution DFD)  
ADV\_VM@economat-armees.fr  
26 rue Delizy - 93507 PANTIN Cedex

#### 4.1 Maintenance – dépannage – remplacement

##### *4.1.1 Maintenance (interventions préventives)*

Le titulaire s'engage à assurer l'entretien régulier et préventif de l'ensemble des machines à café installées chez les clients, conformément aux modalités et à la périodicité minimale des interventions définies à l'annexe 3 du présent document.

Ces interventions incluent, sans s'y limiter, le nettoyage, la vérification des composants critiques, le remplacement des pièces d'usure et toute opération nécessaire au maintien des performances et de la conformité des équipements aux normes en vigueur.

Il maintient un suivi rigoureux des opérations de maintenance et délivre un document détaillé répertoriant les interventions réalisées, dont il conserve un exemplaire.

##### *4.1.2 Dépannage (intervention curative)*

En cas de panne (intervention curative), les clients doivent contacter directement le titulaire par voie téléphonique ou électronique. Ce dernier est tenu d'intervenir dans le délai stipulé à l'annexe 3 du présent document (délai maximal de 48 heures, hors dimanches et jours fériés).

Le non-respect de ce délai d'intervention entraînera l'application des pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 8.1.

##### *4.1.3 Remplacement*

Si nécessaire, le titulaire s'engage à remplacer le matériel défectueux, à ses frais, dans le délai indiqué dans son offre (hors dimanche et jours fériés).

## **ARTICLE 5 – COMMANDES**

Le schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande est le suivant :

**Le titulaire met à disposition la ou les machines à café directement chez la formation cliente**



**Les commandes de consommables et produits associés sont passées par l'EdA directement au titulaire**



**Le titulaire confirme la commande entre les parties, par écrit**



**Le prestataire logistique représentant du pouvoir adjudicateur réceptionne la commande aux conditions tarifaires précisées dans l'annexe 1 du CCP**



**Le titulaire transmet la facture à l'EdA**

#### 5.1 Date d'effet des premières commandes

Les premières commandes pourront être passées à compter du jour d'installation des nouvelles machines.

#### 5.2 Processus de commande

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le prestataire logistique du pouvoir adjudicateur ; il doit toutefois respecter les conditions suivantes :

- le prestataire logistique du pouvoir adjudicateur passe ses commandes (email, EDI) en jour J ouvré au plus tard avant 17h ;
- **Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes** dans un délai de 4 heures (ou le lendemain avant 10h pour les commandes reçues après 17h).

Par ailleurs, il est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (non-respect de la date limite de consommation, retard, etc.) dans les mêmes délais.

Le pouvoir adjudicateur relance le titulaire qui n'a pas transmis sa confirmation de commande (cette relance intervient dans le calcul du taux de performance titulaire établi mensuellement).

**Cette confirmation est impérative** et doit être l'exact reflet de la livraison à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. À défaut de confirmation, les lignes de commande sont considérées non disponibles.

En cas d'absence de livraison, les ruptures à l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du titulaire et génèrent les pénalités correspondantes.

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

**EDI** : le titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est repris dans l'annexe 2 du présent document.

Dans la mesure où le titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

##### *5.2.1 Bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur*

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR\_VM
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de mise à disposition ;
- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée.



Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par courriel.

**Aucune commande ne peut être passée oralement.**

#### *5.2.2 Ajustement et confirmation de commande*

A réception de la commande, s'il n'est pas en mesure de fournir certains produits commandés, le titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui propose des produits en substitution ; il se charge de la nouvelle livraison éventuelle des produits.

Ces substitutions ou dépannages supposent l'accord express du pouvoir adjudicateur sur les produits et sur les modalités de livraison.

Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ni de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux contractualisés.

## **ARTICLE 6 – LIVRAISON**

### **6.1. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION**

#### ➤ Livraison « FRANCO » :

- les produits à destination de « Vivres Métropole » sont livrés par le titulaire sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours 1 (77) entre minuit et 6h du matin ;
- le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le titulaire, le créneau de réception des marchandises ;
- la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
- les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres.

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le titulaire, le créneau de réception des marchandises.

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent comporter :

- les coordonnées du titulaire ;
- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- la quantité livrée avec son numéro de lot de fabrication ou sa DDM ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le titulaire ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et pouvoir adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la réception.

Le titulaire doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Les horaires de mise à disposition (livraison) sont fixés d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur à chaque émission de la commande.

#### Incident après la confirmation de commande et avant la livraison :

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique ou le client. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique ou du client, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre titulaire (exécution aux frais et risques du titulaire).

Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

Si le prestataire logistique ou le client accepte la nouvelle date de livraison, un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.

## 6.2. CONTROLE A RECEPTION

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de mise à disposition, les contrôles sont réalisés en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du pouvoir adjudicateur (prestataire logistique) et le titulaire (chauffeur/livreur), puis par le prestataire logistique après le départ du titulaire (chauffeur/livreur).

### 6.2.1. Premiers contrôles

#### 6.2.2. Aspect extérieur des supports

Le représentant du pouvoir adjudicateur contrôle l'aspect général des produits. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

#### 6.2.3. Nombre de supports

Le représentant de l'Economat des Armées est chargé de réceptionner un nombre précis de support de colis (franco) concernés qu'il compte avec le titulaire considéré.

Les opérations de vérification d'intégrité des marchandises (ou des produits) et de comptage s'effectuent de manière contradictoire.

#### 6.2.4. Seconds contrôles après le départ du titulaire (chauffeur/livreur)

Le pouvoir adjudicateur établit, pour tous les produits, les contrôles suivants sur la plateforme :

- comptage des colis ou du poids total par article quand il s'agit de poids variables ;
- contrôle des DDM ;
- saisie du poids de la palette et des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Si le prestataire logistique constate un non-respect du contrat date, un retour en date sur les DDM mises à disposition, un excédent de quantité ou tout autre manquement lors du contrôle sur sa plateforme dans les 2 jours ouvrables suivant la date de la mise à disposition, il a la possibilité de refuser les marchandises.

Selon l'importance financière, il envoie soit un courrier électronique, soit une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire relatant l'incident avec copie au pouvoir adjudicateur.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le titulaire sous 10 jours ouvrés maximum (sous réserve de conservation des produits).

Le prestataire logistique informe le titulaire dès le placement des produits en zone de retour (courrier électronique).

L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du titulaire.

À défaut d'action du titulaire dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au titulaire avec une copie du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

#### *6.2.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE*

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison par les deux parties.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIERES**

### **7.1 FACTURATION**

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'annexe 4 du présent document. Un seul compte bancaire est accepté.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Les factures sont valorisées en euros TTC uniquement.

#### *7.1.1 Descriptif des factures*

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter au minimum les indications suivantes :

- le nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'annexe 4 du présent document ;
- les numéros et dates d'établissement de la facture ;
- les numéros et dates de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéros et dates du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR\_VM ;
- les références de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références des fournitures livrées ;

- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le cas échéant ;
- les dates et signatures.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.

#### 7.1.2 Modalités de règlement

- Mode de paiement

Le compte bancaire ou postal du titulaire est renseigné dans le cahier des clauses particulières (CCP).

- Délai de paiement

Le paiement des factures intervient par virement dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré dans l'annexe 4 du présent document. Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 7.1, le pouvoir adjudicateur prévient par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

- Intérêts moratoires

A défaut de paiement dans les 30 jours maximum à compter de la fin de la décade de livraison, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

#### 7.1.3 Avances/acomptes

Aucune avance ou aucun acompte, ni forfaitaire, ni facultatif n'est versé.

#### 7.2 NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement.

Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

### ARTICLE 8 – PÉNALITÉS – LITIGES - RÉSILIATION

#### 8.1. PENALITES

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 8.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
	Avertissement écrit	Rappel obligations	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou	Frais et risques	Résiliation (après une

<b>Sanction</b>		contractuelles et plan d'actions		selon formule de calcul (cf. article 8.1)		mise en demeure)
<b>Type d'acte de notification au titulaire</b>	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

<b>Taux de service non atteint</b>	<p>Le titulaire s'engage à respecter un taux de service mensuel de 98%.</p> <p>En cas de non atteinte du taux de service cible de 98%, les pénalités sont applicables de droit.</p> <p><b>Le taux de service par référence est calculé de la manière suivante :</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Nombre de colis mis à disposition / nombre de colis commandés</b></p> <p>Dans ce cas-là, il est fait application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><b><math>P = V \times 15\%</math></b></p> <p>Avec :</p> <p><b>P</b> = montant de la pénalité ;</p> <p><b>V</b> = volume financier HT du ou des produits non livrés du mois pour lequel le taux de service de 98% n'est pas atteint.</p> <p>Un minimum forfaitaire de <b>300 € HT</b> est exigible pour couvrir les frais de traitement.</p>
<b>Non-respect des délais de dépannage</b>	<p>En cas de panne, le titulaire doit intervenir dans un délai de 48 heures maximum en heures ouvrées (hors dimanche et jours fériés). Si ce délai de dépannage n'est pas respecté, une pénalité forfaitaire de <b>300 € HT</b> s'applique.</p> <p>A compter de la visite de dépannage mentionnée supra et si nécessaire, le titulaire s'engage à remplacer le matériel défectueux, à ses frais, dans le délai indiqué dans son offre (hors dimanche et jours fériés).</p> <p>En cas de retard ou de non-exécution, une pénalité forfaitaire de <b>300 € HT</b> s'applique.</p>
<b>Modification fautive du référentiel produit</b>	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 3.1 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de <b>300 € HT par produit modifié</b>.</p> <p>L'application de ces pénalités n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 3.1 du présent CCP notamment du droit que se réserve le pouvoir adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.</p>
<b>Non-conformité générale</b>	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyse de laboratoire ou tout autre motif dument constaté par le pouvoir adjudicateur une pénalité forfaitaire de <b>300 € HT</b> par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de <b>10 jours ouvrés</b> maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage.</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes, ce transport est entièrement à la charge du titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par la formation cliente. La facture de ladite destruction est à la charge du titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyse de laboratoire non-conforme, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 8.3.3. du présent CCP.</p>
<b>Alerte sanitaire</b>	<p>En cas de retrait / rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <p>5% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour le lot.</p> <p>Un minimum forfaitaire de <b>750 € HT</b> est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
<b>Non-respect de la date de péremption (Contrat Date)</b>	<p>En cas de non-respect du contrat date indiqué par le titulaire à l'annexe 2 du CCP relative à la logistique, une pénalité forfaitaire de <b>300 € HT</b> est appliquée par produit concerné.</p>

<b>Dispositions communes</b>	<p>Les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le pouvoir adjudicateur ou la formation cliente. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>
------------------------------	---

## 8.2. LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et la formation cliente concernée ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture ou un retard, il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le :

Tribunal Administratif de Montreuil  
7, rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL CEDEX  
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99  
Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)  
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

## 8.3. RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié :

- d'un commun accord entre les parties ;
- en cas de défaillance(s) répétée(s) du prestataire/titulaire, défaillance dans les approvisionnements, problème de qualité, etc...
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

## 8.4. CONFIDENTIALITE

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et des formations clientes, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs propres clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations

portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

## **PARTIE II – CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 1 – CONFORMITÉ AUX DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN VIGUEUR**

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions réglementaires nationales et européennes relatives à la mise sur le marché de denrées alimentaires sur le territoire national français et applicables notamment aux opérations de production, de stockage, de transport et de distribution des denrées alimentaires.

Le titulaire assure une veille réglementaire et technique et prend en compte toute évolution survenant en cours d'exécution du contrat afin de livrer des produits conformes tout au long du marché ; il a un devoir de conseil auprès du pouvoir adjudicateur en matière de veille réglementaire et d'alertes sanitaires.

### **ARTICLE 2 – AGRÉMENTS SANITAIRES**

Lorsque les denrées proviennent d'établissements soumis à agrément, ces derniers sont titulaires d'un agrément sanitaire en cours de validité ou, le cas échéant, d'une dispense d'agrément répondant aux conditions requises.

Les numéros d'agrément des établissements responsables de la mise sur le marché des denrées fournies dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commandes, spécifiés par le titulaire dans son offre, constituent une liste définitive qui ne peut être modifiée sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

En ce cas, la rédaction d'un avenant à l'accord-cadre à bons de commandes s'effectue.

En cas de suspension ou de retrait partiel ou total de l'agrément de l'un de ces établissements, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur dans les délais prévus au CCP.

En cas de non-respect de ces dispositions, les sanctions prévues au CCP sont applicables.

### **ARTICLE 3 – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES ARTICLES DEMANDÉS**

#### 3.1 Spécifications techniques des produits demandés

##### *3.1.1 Références réglementaires et normatives*

Les produits fournis par le titulaire satisfont à la réglementation en vigueur.

##### *3.1.2 Conditionnement et emballage*

Le conditionnement unitaire assure une parfaite conservation du produit et comporte un étiquetage conforme au règlement (UE) n° 1169/2011.



### 3.1.3 Liste des articles et spécifications associées

Numéro de ligne	Libellé générique	Critères de notation
L1	Dosette 1 – 100 % Arabica – Pure origine	Poids net : 6-7 g Café certifié durable (type Rainforest Alliance ou équivalent) et/ou issu du commerce équitable Café non aromatisé
L2	Dosette 2 – Spéciale café lungo	
L3	Dosette 3 – Spéciale café ristretto	
L4	Dosette 4	

## 3.2 Spécifications techniques des machines demandés

### 3.2.1 Prérequis relatifs aux équipements de distribution

- **Prérequis obligatoires pour le titulaire :**
  - Chaque machine doit répondre aux exigences normatives CE, et la présence de son marquage est obligatoire.
  - Une session de formation sur l'utilisation des machines et leur protocole de nettoyage et désinfection est réalisée sur chaque site d'installation avant leur mise en service.
  - La mise en service doit donner lieu à un enregistrement daté et signé par le représentant du titulaire de marché et un responsable du site. L'enregistrement comporte au minimum la validation des tests de base à la mise sous tension et le nom des personnes formées.
  - Obligation de résultat : le fournisseur assure les dépannages et répare toute défaillance dans les délais indiqués dans les annexes au présent CCP.
- **Prérequis obligatoires pour le bénéficiaire :**
  - Branchement électrique (mono ou triphasé).
  - Alimentation en eau destinée à la consommation humaine conforme au Code de la santé publique (et notamment) les articles R-1321-1 à 105 relatifs à l'eau destinée à la consommation humaine).

### 3.2.2 Prestations de service associées

- **Machines et SAV :**

L'offre de base :

- Consiste en la mise à disposition d'une ou plusieurs machines et pouvant comporter une distribution d'eau chaude et/ou de vapeur ;
- Comprend aussi la réalisation de prestation de maintenance préventive et d'entretien figurant sur le carnet de maintenance de chaque machine (exemple : changement de joint, remplacement des cartouches de résine, etc) ;
- Chaque machine doit comporter un étiquetage avec le numéro téléphonique ou le mail à contacter en cas de panne.

- **Sanitation :**

L'offre de base :

- Pour chaque type de machine à l'issue de la formation délivrée, le titulaire met à disposition de la formation cliente le protocole de nettoyage et de désinfection prescrit par le fabricant et en conformité avec le guide des bonnes pratiques d'hygiène de la profession.

- **Caractéristiques des machines proposées par les candidats :**

Les candidats doivent au minimum proposer l'ensemble des machines ci-dessous décrites. En cours de marché, le prestataire reste libre d'utiliser une autre machine que celles présentées par le candidat dans la condition qu'elle correspond mieux au besoin du client.

Les machines installées à bord des bâtiments de la marine, disposent de caractéristiques spécifiques pour supporter les contraintes liées à la navigation, avec à minima des pattes d'ancrage et un dispositif d'anti-débordement lors des roulis et tangages.

Critères de notation	Machine(s) pour très faible et faible débit	Machine(s) pour moyen débit	Machine(s) pour fort et très fort débit
Puissance électrique	1,2 kW – 2,3 kW	2,2 - 3,5 kW	4,2 - 4,7kW 9-9,4 kW pour le très fort débit
Alimentation	220-240 V	220-240 V	220-240 V
Nombre de becs	1	1 à 2	2
Chaudière	Réservoir d'eau ou chaudière : 2 – 3 L	Réservoir d'eau ou chaudière : 5-10 L	Chaudière : 10-13L
Sortie eau chaude	Oui	Oui	Oui
Possibilité de réaliser des boissons lactées	Non	Oui	Oui
Ejection des capsules	Manuelle ou Automatique	Automatique	Automatique
Capacité du bac de récupération pour capsules usagées	25 à 40 capsules	40 à 80 capsules	Minimum 80 capsules

### 3.3 Fiches techniques, justificatif du marquage CE, manuel d'utilisation et programme d'entretien

Chacun des articles fournis fait l'objet d'une **fiche technique** comportant *a minima* les informations mentionnées ci-dessous ainsi que toute autre information jugée utile par le titulaire :

- la dénomination de vente définissant le produit ainsi que son code article ;
- la liste des ingrédients par ordre d'importance décroissante y compris les arômes et additifs (sous leur nom ou leur numéro INS), mettant en évidence tout ingrédient ou auxiliaire technologique ou dérivé d'une substance ou d'un produit provoquant des allergies ou des intolérances, utilisé dans la fabrication ou la préparation et encore présent dans le produit fini, même sous une forme modifiée, conformément aux dispositions du règlement (CE) no 1169/2011 ;
- la quantité de certains ingrédients ou catégories d'ingrédients mis en valeur sur l'étiquetage ou la dénomination de vente ;
- les conditions particulières de conservation et d'utilisation ;
- le mode d'emploi, lorsqu'il est justifié pour un usage approprié ;
- la déclaration nutritionnelle et énergétique ;
- les critères microbiologiques et/ou chimiques des analyses réalisées dans le cadre des autocontrôles et les textes de références auxquels ils se rapportent ;
- la description du conditionnement et de l'emballage ;
- les durées de vie (DLC ou DDM) correspondant aux durées totales en sortie de fabrication ;
- les caractéristiques pondérales : poids ou volume brut total - poids ou volume net ; le cas échéant, poids ou volumes nets unitaires ou calibres ;
- la présence ou non d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ;
- la présence ou non d'un traitement ionisant ;
- le nom (ou la raison sociale) et l'adresse de l'exploitant responsable de la mise sur le marché ;
- pour les produits SIQO, les signes officiels de la qualité et de l'origine concernés ;
- pour les produits BIO, l'organisme certificateur et l'origine agricole ;
- pour les établissements soumis à agrément au titre du règlement (CE) no 853/2004, le(s) numéro(s) d'agrément sanitaire européen ;
- les dates de création ou de révision de la fiche technique.

Il est demandé aux candidats de fournir, en complément de la fiche technique et s'ils en ont la capacité, la fiche produit au format GS1 dans sa dernière version (3.1.24 du 19 août 2023).

Les candidats doivent également fournir les justificatifs du marquage CE, un manuel contenant les indications d'utilisation et le programme d'entretien pour chaque machine installée.

### 3.4 Non-conformités, altération ou remplacement de produits

En cas de vice caché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant adresse au titulaire un compte-rendu et lui demande soit le remboursement soit le remplacement des produits litigieux. Les frais de transport liés au remplacement sont à la charge du titulaire.

Les produits litigieux sont stockés durant 10 jours calendaires et dans la limite de leur DLC dans une zone rebut à compter de l'envoi du compte-rendu. L'organisation et la reprise des produits sont à l'entière charge du titulaire. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur détruit les produits aux frais du titulaire.

Le titulaire prend à sa charge tous les frais et coûts supplémentaires liés à l'éventuelle non-conformité des produits détectée par une formation cliente conformément au CCP.

Sans préjudice de ses autres droits et recours, le pouvoir adjudicateur est en droit de suspendre le paiement des sommes dues au titulaire jusqu'à modification, réparation ou substitution des produits non-conformes, ou jusqu'au versement des indemnités ou des remboursements définis ci-dessus.

Le délai pendant lequel le pouvoir adjudicateur peut faire jouer la garantie technique est celui de la date de durabilité minimale (DDM) ou de la date limite de consommation (DLC) indiquée sur le conditionnement de chaque denrée. Les contrôles mis en place par le pouvoir adjudicateur sur les produits sont décrits ci-après.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE**

Les produits sont présentés dans un emballage primaire (conditionnement unitaire) conforme à la réglementation en vigueur en tenant compte de l'usage prévu (ex : réchauffage) et aux dispositions particulières indiquées dans les libellés descriptifs et/ou la notice technique.

Les conditionnements ne doivent céder aucune quantité d'élément provenant de leurs constituants susceptibles de modifier anormalement la composition de l'aliment ni d'en altérer les caractéristiques organoleptiques ou la salubrité.

Les produits sont mis à disposition dans un emballage de regroupement (emballage secondaire ou colis) de type commercial, de masse totale inférieure ou égale à **15 kg**, sauf indication contraire dans la notice technique, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

## **ARTICLE 5 – ÉTIQUETAGE**

### 5.1 Colis

Outre les mentions d'étiquetage des conditionnements unitaires, chaque colis porte une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation (art. R-112) ; le cas échéant, la dénomination, la liste des allergènes, les conditions particulières de conservation, d'utilisation et notamment les précautions d'emploi sont indiquées ainsi que les autres mentions obligatoires prévues par les dispositions réglementaires spécifiques à certains produits.

Pour les produits issus de l'agriculture biologique, la mention BIO adaptée ainsi que le code de l'organisme certificateur doivent y figurer.

Pour permettre l'identification des colis en réception, les étiquettes colis sont lisibles sur leurs faces extérieures. Si besoin, le sens du colis est indiqué et lisible (exemple : Haut/Bas) ainsi que les conditions spécifiques s'il y a lieu (exemple : non gerbable, fragile).

Chaque **colis** doit comporter pour les références en poids fixe :

- Option A :
  - Code barre EAN13 normé EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit ;
  - Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
  - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.
- Option B :
  - Code barre en DUN 14 ou EAN 128 avec la présence des chiffres en clair permettant de reconnaître le produit et l'unité de regroupement dont il s'agit ;
  - Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
  - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.
- Option C :
  - Plusieurs codes-barres en EAN 128 non combiné avec la présence des chiffres en clair, définissant complètement le produit, l'unité de regroupement, la DLC ou la DDM, la référence de lot selon le modèle suivant :
    - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
    - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
    - (10) : référence du lot.
    -
  - Le code EdA en clair ou à défaut le code du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes ;
  - Le libellé court EdA ou à défaut le libellé du titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

## 5.2 Palette

Chaque palette doit comporter :

- Option A :
  - Une étiquette transport précisant *a minima* :
    - les nom et adresse de l'expéditeur ;
    - les nom et adresse du destinataire ;
    - la date de livraison au destinataire ;
    - le nombre de colis sur la palette ;
    - le poids de la palette en kg (transport).
- Option B :
  - L'étiquette transport de l'option A
  - Une fiche de reconnaissance palette (étiquette EAN 128 combiné)
    - Pour les palettes mono-références :
      - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
      - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
      - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
      - (10) : référence lot ;
      - (00) : SSCC ;

- Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).
- Pour les palettes multi-références / multi DLC/DDM, par référence et par DLC/DDM :
  - Rubrique (01) ou (02) : DUN 14 ou GTIN de l'article ;
  - (15) ou (17) : DLC ou DDM ;
  - (37) : quantité en première unité de regroupement logistique (exemple : nombre de colis) ;
  - (10) : référence lot ;
  - (00) : SSCC ;
  - Pour les produits à poids variable, indiquer le poids de la palette, rubrique (3103).

Les différentes références d'une palette multi-références sont physiquement séparées par un **intercalaire**. Dans le cas où des palettes multi-dates sont constituées, mention en est faite sur les documents de livraison et les différentes DLC/DDM sont physiquement séparées par un **intercalaire**.

Exemple d'étiquette palette attendue :

Carrier (Zéro à 999) <b>610 TRANSPORTEUR CHEVILLY</b>		Poids <b>MWM</b>	Catégorie <b>FRAIS</b>	Référence <b>FR69700</b>
From (Expéditeur)		To (A Livrer à)		
Depart Date (Départ)		08/03/2007 à 09H		Delivery Date (Livraison)
		08/03/2007 à 22H		
À Livrer Par <b>TRANSPORTEURS</b>				Livré Par <b>694</b>
Palet (Palets)	2 / 2	Cont (Cts)	50 / 90	Net Weight (Net)
				500 Kg
Shipment (N. Expéditeur)				
Order Number (N° Ordre)		31473_69700		
Ship Loc (Dest. Final)		Palet : 2075525		
CONTENU : 03011360037442 / SAUCE SALADE Sauce salade pingouin Use by : 15/12/2007 Batch (Lot) LÔT 69007 Count : 50 SSCC-Palet 036022660085937601				
 (02)03011360037442(17)071215(37)50(3103)500000				
 (00)036022660085937601(10)LÔT_69007				

Dans le cadre des mesures de sûreté sanitaire, l'étiquetage des conditionnements, des colis et des palettes ne doit pas faire apparaître de mention permettant d'identifier le ministère des armées comme client des denrées livrées.

## ARTICLE 6 – PALETTISATION ET TRANSPORT

### 6.1 Palettisation

Le titulaire doit utiliser des palettes échangeables ou à défaut locatives. Elles présentent une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport, le stockage et les manutentions successives et ne pas constituer une cause de danger pour le personnel de conduite, de manutention, pour les autres marchandises, pour les engins de transport et de manutention ou les tiers.

Celles-ci respectent de préférence le format 80 × 120 cm « Palette Europe » (EPAL) ou à défaut 100 × 120 cm (tolérance pour certaines marchandises comme les boissons).

Les marchandises sont directement palettisées sur ces supports.

**La hauteur maximale des palettes est de 180 cm** palette comprise. Une tolérance pour la hauteur maximale des palettes est acceptée à 190 cm, palette comprise.

En cas de dépassement de cette hauteur, le prestataire logistique procède à la dépalettisation sur son site de NEMOURS. Le coût de cette opération est facturé au fournisseur et vient en déduction de la facture suivante. Le coût est de 0,50 euro par colis.

Les palettes doivent être filmées avec un **film transparent**.

Dans le cas de palettes échangeables, les échanges palettes (nombre pour nombre) se font lors de la mise à disposition (livraison ou enlèvement). Concernant les palettes Europe, le chauffeur procède immédiatement à l'échange des palettes lors de l'enlèvement ou la livraison.

Par principe, l'en-cours palettes échangeables ne doit pas dépasser l'équivalent de deux mois d'enlèvement/ de livraison défini dans le présent accord-cadre.

Lorsque la commande est à la palette homogène (mono-produit), le titulaire doit obligatoirement constituer des palettes :

- mono-lots de fabrication,
- mono-DLC/DDM.

Des palettes multi-DLC/DDM ou multi-lots sont admises à titre exceptionnel, à condition que des palettes intercalaires permettent de dissocier les produits de lots ou DLC/DDM différents et que chaque couche soit identifiable avec une fiche palette distincte.

L'utilisation du DUN14 est demandée dans le cas de mise à disposition ou de livraison de palette monoproduit. À défaut le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCP.

Pour renforcer leur protection, les palettes sont recouvertes avec un film étirable transparent et sont entourées d'un ruban adhésif imprimé « Bande de garantie » qui est aussi disposé en croix au sommet de chacune d'elles.

## 6.2 Conditions de transport

Les produits sont transportés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (agrément des engins de transport, conditions de transport, etc.).

Les véhicules destinés au transport des produits doivent être munis d'un dispositif d'enregistrement des températures fiable et vérifié périodiquement. Sur demande, les enregistrements de température doivent être transmis au pouvoir adjudicateur ou à la formation cliente dans les 48 heures.

Les engins de transport sont clos et verrouillés au cours du transport, l'ouverture des portes n'étant autorisée qu'au moment de la livraison. Les camions complets à destination de la plateforme logistique de Nemours sont munis de plombs numérotés au départ de l'établissement de livraison.

## **ARTICLE 7 – PLAN DE MAÎTRISE SANITAIRE ET AUTOCONTRÔLES ANALYTIQUES**

Le titulaire met en œuvre un plan de maîtrise sanitaire associé à un **plan d'autocontrôles analytiques** portant sur les matières premières utilisées et sur les produits livrés.

Le plan d'autocontrôles est défini selon les dispositions du plan de maîtrise sanitaire du titulaire lui-même élaboré sur la base des principes de la méthode HACCP (analyse des dangers, points critiques pour leur maîtrise).

Lorsqu'elles s'appliquent à des critères réglementaires de sécurité ou d'hygiène des procédés, les analyses respectent les méthodes spécifiées par la réglementation.

Pour les critères non définis par voie réglementaire mais d'application volontaire ou spécifiés dans les notices techniques, les méthodes doivent être normalisées, ou être validées par rapport aux méthodes de référence, si elles existent.

Toute non-conformité doit donner lieu à la mise en œuvre d'actions correctives dûment enregistrées.

## **ARTICLE 8 – ÉVALUATION DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE SÛRETÉ ALIMENTAIRE**

### 8.1 Visites d'audit sur site

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées (SSA) ont toute latitude pour réaliser une visite d'audit sur les sites de production et de stockage du titulaire, visant à évaluer les conditions hygiéniques de fabrication, de stockage ou de livraison des produits fournis par le titulaire en matière de sécurité sanitaire et de sûreté alimentaire.

- L'audit comprend une visite sur site ainsi que l'examen d'un dossier technique dont les pièces peuvent être demandées avant la visite proprement dite.
- La visite d'audit est inopinée ou planifiée à une date fixée d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou le service de santé des armées.
- Que la visite soit inopinée ou planifiée, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes autorise l'accès des représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées à l'ensemble des sites et locaux de production et de stockage des produits fournis.
- La capacité technique du site est appréciée à l'aide d'un référentiel prenant en compte les aspects techniques de la filière ou des produits, le respect de la réglementation et des recommandations du ministère de l'Agriculture dans le domaine de la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes ainsi qu'à l'aide des documents du candidat joints à l'appel d'offres.

Lors de cette visite, les représentants du pouvoir adjudicateur et du service de santé des armées demandent au titulaire de l'accord-cadre tous les suppléments d'information qu'ils estiment nécessaires et peuvent effectuer des visites complémentaires s'ils les jugent utiles.

À l'issue de la visite d'audit, les représentants du pouvoir adjudicateur ou du service de santé des armées établissent un rapport d'évaluation dont les conclusions sont adressées au titulaire de l'accord-cadre à bons de commandes.

- En cas de constats de non-conformité ou lorsque des points sont identifiés comme perfectibles, un avis motivé précisant éventuellement des échéances est joint aux conclusions mentionnant les manquements constatés en matière de sécurité sanitaire ou de sûreté alimentaires : le titulaire doit corriger les points de non-conformité constatés dans le délai imparti par le service de santé des armées ou le représentant du pouvoir adjudicateur ; sans réponse satisfaisante ou en cas de non-respect des délais, le titulaire est mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de corriger les points de non-conformité notifiés dans un délai de 15 jours ouvrés ;
- le titulaire peut solliciter une nouvelle visite technique d'évaluation dès lors qu'il estime avoir pris les mesures correctives nécessaires ;

- si les points de non-conformité ne sont pas corrigés au-delà du délai fixé par la mise en demeure, l'accord-cadre à bons de commandes est résilié selon les modalités prévues dans le cahier des clauses administratives particulières.

### 8.2 Contrôles documentaires et traçabilité

Le titulaire doit être en mesure de communiquer au pouvoir adjudicateur et au service de santé des armées, dans un délai maximum de 24 heures après demande, pour chaque lot de fabrication, la traçabilité des produits en amont de la production (pays de production et origine des matières premières, autocontrôles réalisés, certification d'absence d'OGM, ...), ainsi que les éléments sur le transport aval jusqu'au lieu de destination désigné par le pouvoir adjudicateur.

À ce titre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer régulièrement des tests de traçabilité inopinés.

### 8.3 Analyses de laboratoire

Le pouvoir adjudicateur et le service de santé des armées se réservent la possibilité de procéder à des prélèvements d'échantillons de produits fournis par le titulaire pour effectuer des examens en laboratoire.

**Les critères microbiologiques et physico-chimiques applicables aux denrées analysées sont ceux notifiés en annexe au présent CCP, sans préjudice des critères fixés par la réglementation en vigueur.**

L'interprétation des résultats d'analyses est effectuée selon un plan à deux ou trois classes en fonction du critère considéré.

Si les échantillons analysés conduisent à un résultat satisfaisant ou acceptable, tout le lot correspondant à l'échantillonnage est considéré comme satisfaisant ou acceptable.

Si les différents contrôles mettent en évidence des non-conformités aux critères spécifiés (réglementaires, notices techniques, CCP, fiches techniques), la formation cliente refuse le produit. Un e-mail ainsi qu'éventuellement un courrier sont adressés au fournisseur lui demandant la réalisation d'une analyse des causes exhaustives et la mise en œuvre d'actions correctives et d'un plan d'action dans les plus brefs délais. Une réponse doit alors être donnée dans un délai de 48 heures pour l'e-mail et de 15 jours pour le courrier.

Tout lot ne respectant pas les critères réglementaires de sécurité et/ou pouvant présenter un danger pour la sécurité du consommateur final, et dont la DDM ou la DLC n'est pas dépassée, est retiré du circuit de distribution.

Des pénalités peuvent être appliquées conformément aux dispositions prévues dans le CCP.

<b>ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE CONTRE LES RISQUES D' ACTIONS MALVEILLANTES, CRIMINELLES OU TERRORISTES</b>
--

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures décrites dans le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes – document interministériel de janvier 2014.

Pour cela, le titulaire fournit en complément de la lettre de la direction dans laquelle elle s'engage à respecter les recommandations du guide DGA1 :

- soit un document attestant de la certification de cette démarche food defense (IFS, BRC, PAS 96, FSSC 22000 ou toute autre démarche reconnue par le GFSI) ;
- soit un descriptif des mesures en place suivant les indications de l'annexe 5 à l'acte du CCP.

Cette démarche peut être auditée à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.



Dans tous les cas, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur dès la notification de l'accord-cadre à bons de commandes, l'identité des chauffeurs et l'immatriculation des véhicules de livraison prévus pour accéder aux sites militaires. Il s'engage à limiter le turn-over du personnel et à notifier immédiatement toute modification.

Le titulaire s'engage, sauf exigences particulières :

- à ne pas faire apparaître sur le conditionnement, l'étiquetage, l'emballage et les palettes des produits, toute mention permettant d'identifier clairement le ministère des armées comme client ;
- à fournir des produits dont le conditionnement et éventuellement l'emballage sont conçus de manière à pouvoir détecter facilement leur ouverture (cartons scotchés, bagues d'inviolabilité, opercules...) et à ne permettre aucune contamination extérieure.

## **ARTICLE 10 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES SANITAIRES**

### 10.1 Traçabilité

Dans le cadre du dispositif « vivres métropole », le système de traçabilité est principalement basé sur les dates de péremption (DLC ou DDM) et non sur les numéros de lot des différents produits.

À ce titre, toutes les informations de traçabilité communiquées dans le cadre des échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou ses représentants doivent mentionner les DLC ou DDM des produits concernés. La nomenclature de la DLC/DDM communiquée doit correspondre à celle qui est représentée sur les supports physiques (colis, palette, conditionnement) ; si les nomenclatures sont différentes entre les supports, la moins restrictive est prise en compte en cas de retrait ou de rappel de produits.

### 10.2 Interlocuteurs qualité

À la notification du marché, le titulaire complète le fichier relatif aux coordonnées des personnes susceptibles d'être contactées dans le cadre :

- des litiges courants ;
- des alertes sanitaires en période ouvrable ;
- des alertes sanitaires en période non ouvrable.

À réception dudit fichier, le pouvoir adjudicateur communique au titulaire les coordonnées des interlocuteurs de l'EdA en charge de la réception des informations portant sur la qualité des produits, les alertes sanitaires ainsi que toute situation de crise.

### 10.3 Alertes sanitaires

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire doit la déclarer via le formulaire présent sur notre portail Economat des armées :

<https://lug.ets-eda.fr/login>

Toutefois, dans l'impossibilité de la déclarer via l'outil, les éléments suivants sont à communiquer aux interlocuteurs de l'EdA susmentionnés :

- dénomination du produit;
- DLC ou DDM concernée(s) ;
- date(s) de livraison auprès du prestataire logistique (franco) ;
- motif du retrait ou du rappel ;
- affichette de communication à destination des convives des restaurant si l'évaluation des paramètres impose l'information du consommateur ;
- devenir des produits concerné par le retrait ou le rappel.

En cas de reprise de produit déjà livrés dans les formations clientes, des frais de retour sont facturés selon les dispositions du CCP.

Si le retrait nécessite la destruction des marchandises, des frais relatifs à la récupération et à la destruction des produits non-conformes par un prestataire spécialisé sont facturés selon les dispositions du CCP.

Fait en un exemplaire original.

Pour le titulaire :

À.....

Le .....

Cachet et signature d'une personne

Pour l'EdA :

À Pantin,

Le .....

Le Directeur Général